

ÉTÉ 2019 - BULLETIN DU CENTRE DE LA POLITIQUE CONCERNANT LES VICTIMES

Échange de connaissances sur la participation des victimes aux processus de justice réparatrice

Le 5 février 2019, le Centre de la politique concernant les victimes (CPV) a tenu une journée d'échange de connaissances sur la participation des victimes aux processus de justice réparatrice à l'hôtel Hilton Lac-Leamy de Gatineau (Québec), à laquelle ont participé une centaine de praticiens de la justice réparatrice, prestataires de services aux victimes, professionnels de la justice pénale, partenaires de la justice autochtone, chercheurs et fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux. Ensemble, les participants ont partagé des pratiques prometteuses, des expériences et des défis liés à l'engagement des victimes et à leur participation sécuritaire aux processus de justice réparatrice, en vue de mieux appuyer cette participation, et de servir efficacement les victimes. Voici certains sujets qui étaient à l'honneur :

- Les moyens de faire en sorte que la participation aux processus de justice réparatrice réponde aux besoins des victimes adultes d'actes criminels. S'appuyant sur une perspective relationnelle, des résultats de recherche et une application pratique, les conférenciers ont abordé ce qui motive les victimes à participer à la justice réparatrice, les répercussions et les résultats possibles de la participation pour les victimes, les délinquants et les collectivités, l'importance d'adopter une approche sensible aux traumatismes, et de l'importance de mesurer les résultats. Les participants ont aussi examiné les résultats positifs et les risques associés à la participation des victimes aux processus de justice réparatrice.
- Le rôle de la communication et de la coordination pour établir des processus de justice réparatrice accessibles, sûrs et efficaces. Les participants ont examiné des exemples de partenariats et de collaboration intersectoriels aux niveaux de la collectivité et des organismes.
- Les pratiques et les modèles prometteurs pour les processus de justice réparatrice. Les participants ont abordé les méthodes pour consulter et préparer efficacement les victimes à participer à des processus, et des modèles pratiques axés sur les méthodes permettant de garantir le soutien des victimes afin qu'elles puissent participer activement aux processus de justice réparatrice, aient accès aux services qui leur sont offerts et reçoivent un soutien de suivi.
- Une médiatrice et un participant à un processus de possibilités de justice réparatrice ont expliqué les raisons de leur participation, le déroulement du processus, les besoins qui ont été satisfaits, et les résultats obtenus par les participants.

Semaine 2019 des victimes et des survivants d'actes criminels

La Semaine 2019 des victimes et des survivants d'actes criminels a eu lieu du 26 mai au 1^{er} juin 2019 sous le thème annuel *Le pouvoir de la collaboration*. Ce thème traduit les importants progrès du Canada dans le domaine de la justice pénale et des services aux victimes en vue d'accroître la collaboration et de rendre le système plus adapté aux besoins des victimes d'actes criminels. Il souligne le besoin constant de rehausser la collaboration intersectorielle, les partenariats, et les interventions multidisciplinaires pour mieux soutenir les victimes.

Cette année, le ministère de la Justice du Canada a versé 1,3 million de dollars à 179 projets liés à la Semaine des victimes et des survivants d'actes criminels dans toutes les provinces et tous les territoires. Ces efforts avaient pour but de sensibiliser les collectivités aux enjeux auxquels sont confrontés les victimes et les survivants d'actes criminels et faire connaître les services, l'aide et les lois qui sont en place pour aider les victimes, les survivants et leurs familles.

Le colloque fédéral de la Semaine 2019 des victimes et des survivants d'actes criminels a été tenu le 27 mai 2019 à Fredericton (Nouveau-Brunswick). Après l'accueil et le chant de Maggie Paul, une Aînée de la région, le mot d'ouverture a été prononcé par M. Matthew DeCoursey, secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, au nom du gouvernement fédéral, et l'honorable Carl Urquhart, ministre de la Sécurité publique et solliciteur général du Nouveau-Brunswick. M. Jeremy Dias, directeur général du Centre canadien pour la diversité des genres et de la sexualité, a livré l'allocution principale inspirant et touchant sur l'importance de soutenir les victimes d'actes criminels appartenant à la collectivité 2SLGBTQI+. Parmi les quelque 130 participants au colloque figuraient des groupes de défense des intérêts des victimes, des prestataires de services aux victimes, des policiers, des procureurs de la Couronne, et des fonctionnaires de tout le Canada, y compris de nombreux prestataires de services au Nouveau-Brunswick et de tout le Canada Atlantique.

Tout au long de la journée, les participants se sont rassemblés en séances en petits groupes, toujours sous le thème de la collaboration. Ces séances avaient entre autres sujets le soutien des victimes de violence sexuelle, des victimes handicapées, et des enfants qui ont subi un traumatisme, les perspectives des frères et les sœurs des victimes d'homicide sur leur contact avec les autorités policières, le recours aux chiens d'assistance dans le système de justice pénale canadien, l'autoexploitation et l'exploitation des pairs chez les jeunes, et les interventions dans les centres d'aide aux victimes auprès des victimes de violence de masse et de trafic humain.

Des nouvelles du CPV

Le CPV continue d'avancer, en partenariat avec des organisations provinciales, territoriales, et non gouvernementales, mais aussi des victimes et des groupes de défense des intérêts des victimes, sur un vaste éventail d'enjeux qui touchent les victimes.

Accès à la justice des victimes d'agression sexuelle d'âge adulte

En novembre 2018, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux ont approuvé la publication d'un rapport préparé par le Groupe de travail du Comité de coordination des hauts fonctionnaires (justice pénale) sur l'accès à la justice des victimes d'agression sexuelle d'âge adulte, intitulé « Signalements, enquêtes et poursuites concernant les agressions sexuelles commises à l'égard des adultes – Difficultés et pratiques prometteuses quant à l'amélioration de l'accès à la justice pour les victimes ». Le rapport se trouve sur le lien suivant : <http://www.scics.ca/fr/product-produit/rapport-du-groupe-de-travail-du-comite-de-coordination-des-hauts-fonctionnaires-sur-laces-a-la-justice-pour-les-adultes-victimes-dagression-sexuell/>.

Acquisition de connaissances

Le CPV a tenu trois activités d'acquisition de connaissances à l'automne 2018 :

- Le 1^{er} octobre 2018, Journée nationale des aînés, le CPV a proposé une séance WebEx intitulée : *Répondre au mauvais traitement des aînés : Un aperçu juridique et éthique pour améliorer votre pratique*, animée par Krista James, directrice nationale du Centre canadien d'études sur le droit des aînés.
- Le 22 novembre 2018, pour célébrer la Semaine nationale de la justice réparatrice, le CPV a tenu une séance WebEx intitulée *Programme de réconciliation postinculpatoire entre victimes et délinquants adultes et participation des victimes à la réconciliation entre victimes et délinquants*, animée par Chris Cowie, directeur général de Community Justice Initiatives dans la région de Waterloo.

- Pour souligner la Journée internationale des personnes handicapées le 3 décembre 2018, le CPV a présenté un webinaire sur les diverses approches pour le soutien et l'autonomisation des femmes handicapées victimes et survivantes. Le webinaire a été coanimé par Rayann Fleming du Service d'aide aux victimes – Centre-ville du Centre Bissell (Alberta), et Patricia McKay, travailleuse spécialisée des services d'approche aux personnes âgées à la Victoria Women's Transition House Society.

Soutien pour les familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées au Manitoba

Le CPV continue de soutenir le solide réseau d'Unités de liaison pour l'information à l'intention des familles (ULIF) qui, partout au Canada, aide les familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées à accéder à une vaste gamme de sources d'information de tous les secteurs et de tous les organismes sur leurs proches. Une journée de formation donnée des ULIF a permis aux équipes d'ULIF de tout le Canada de se rencontrer, d'échanger leurs connaissances, d'assister à des formations et de discuter des diverses pratiques pour aider les familles de manière ancrée dans la culture et sensible aux traumatismes.